

Lille, Porte de France, reçoit en ce jour le Président de la République Française. Pour les hommes du Nord, le respect de la République et son fonctionnement est chose naturelle. C'est même l'ordre logique des choses, la règle de droit, que le Maire de Lille reçoive sous le Beffroi le représentant des institutions républicaines entouré des corps constitués. Insigne honneur pour une ville et une région dont on reconnaît par le fait l'attachement pérenne à la république et aux institutions démocratiques ; mais aussi, sans doute, juste reconnaissance des services rendus, si l'on sait que Lille et la région du NPDC payèrent et paient encore un important tribut à la prospérité et à la liberté de la France par le labeur, la fidélité et les vertus profondément démocratiques de ses fils et des ses filles. Mais les temps de prospérité, l'ère de la grandeur économique sont désormais clos dans cette région si longtemps vouée au travail sans relâche, tandis que le problème de la survie du NPDC devient cruellement aujourd'hui une question pertinente. Alors, c'est l'attente et sans nul doute la lutte du Peuple du Nord, ne serait-ce que pour la dignité de ces hommes dont le travail a jadis rogné la vie et qui maintenant se trouvent amputés de ce labeur qui était pourtant leur fierté. Notre région qui fut longtemps la première attend avec une impatience et une tenacité sans répit que l'Etat lui donne les moyens de son renouveau et lui laisse déterminer les choix pour demain.

Mais Lille, Porte de France, c'est aussi toute l'histoire de la France, ramassée au fil de ses frontières, inscrite au long de ses citadelles : une région de haute histoire. Les Français du Nord jalonnent la mémoire de ce pays. C'est avec Vauban, l'un des noms parmi les plus connus, lillois d'adoption dès que Lille devient française, que le Nord assure pour longtemps, grâce à la structure cohérente de défense des frontières, la sécurité de la France. Signe que notre région est, demeure, se doit de demeurer - et pas seulement dans le domaine stratégique - le *Pré Carré* de notre pays. Cependant si l'histoire de France commence à Lille, Lille, à la croisée des grandes cités européennes, est une porte ouverte vers l'Europe du Nord-Ouest,

un passage à l'histoire européenne. C'est cela son maître atout, son avenir, et son devenir.

Après Vauban - qui mourrut en disgrâce auprès de la Cour de Louis XIV, sans doute parce qu'il préconisait la levée d'un impôt sur le revenu, plus égalitaire que la dîme, sans doute parce qu'il avait compris avant bien d'autres le sens de son temps - on retrouve ici, dans cette région, les irréductibles de la liberté qui, dès les premiers combats de la Première République, ont symbolisé la fierté et le courage : c'est le Maire André qui, en 1792, refuse de rendre la ville assiégée, par fidélité à la Nation ; c'est Faidherbe, le lillois qui répond avec l'Armée du Nord à l'appel de Gambetta ; ce sont les résistants anonymes ou célèbres des deux guerres mondiales ; c'est encore Louise de Bettignies, le jeune Léon Trulin, Jean-Baptiste Lebas, ce héros du Nord et résistant hors du commun ; ce sont les 1 200 déportés du Train de Loos dont 130 seulement revinrent. C'est aussi le Général de Gaulle que Lille a vu naître. Et elle a dédié sa Grand'Place à l'homme avec qui Lille et les Lillois, le Nord et les Nordistes ont tissé des liens parfois difficiles, mais toujours chaleureux. Car il me plaît de penser que la fierté, la grandeur et la tenacité du grand homme, l'amour de la patrie, le refus du découragement et de la servitude sont les vertus que l'on prête à cette région ; une région de 4 millions d'hommes et de femmes qui partagent tous ce sens profond de la liberté qui, d'un coup, peut transformer des hommes d'ordre et de discipline en révoltés qui font l'histoire. La Résistance dans le NPDC en témoigne : Augustin Laurent, qui proclama le 2 septembre 1944 la libération de sa ville ; Jacques Piette, Compagnon de la Libération, Maurice Schumann, Porte Parole de la France Libre. C'est de ces révoltés là, les révoltés de l'honneur, de la liberté, de la justice, que l'histoire du Nord est faite.

Mais le NPDC, région des beffrois et des libertés est aussi le Pré Carré de la démocratie. L'action de Roger Salengro, enfant de Lille prend aujourd'hui un éclat particulier et porte une valeur de prémonition. Notre ville, notre région, sont la terre du socialisme. Il semble que le socialisme soit le garant de la démocratie.

Roger Salengro, Ministre de l'Intérieur, déclare le 19 juin 1936 : "la fraction césarienne monte à l'assaut de la République. En présence d'une conspiration qui ne craindra pas d'avoir recours à l'arme des faibles, la violence, nous abattons, s'il le faut d'une poigne rude, ceux qui menacent à la fois l'Ordre et la Nation, nous éviterons au peuple de France la guerre civile et la servitude". Il procède alors au désarmement et à la dissolution effective des formations paramilitaires que permet la loi du 10 janvier 1936.

Singulière actualité à l'heure où les forces occultes du fascisme viennent d'apporter la triste preuve qu'elles sont à nouveau capables de tuer. Il est des leçons de l'Histoire qu'il importe de ne pas oublier. Et l'homme du Nord sait profondément combien il est comptable de ses libertés, que toute entaille à la démocratie est une terrible blessure, que la démocratie et la liberté sont aujourd'hui en danger de mort.

Car le NPDC est une région socialiste *par nature et par vocation*. Arrivé au socialisme par confrontation aux dures réalités quotidiennes, l'homme du Nord porte en lui l'alternative. Car la région du NPDC est fille de l'industrie : notre région, ce n'est pas seulement la Flandre, le Hainaut, la Picardie ou le Cambrésis ; c'est l'industrie, encore l'industrie et toujours l'industrie ; elle est et restera quoi qu'il advienne la moelle épinière du NPDC.

Mais voilà, les cheminées ont cessé de fumer et les molettes ont cessé de tourner. La région du NPDC menace de n'être plus qu'un dossier accablant tandis que les chiffres sonnent le glas pour les travailleurs : 76 000 chômeurs dans une région qui a perdu 80 000 emplois industriels au cours de ces six dernières années. Et si en 1980, le nombre de chômeurs s'est vu multiplié par 2,4 dans la France entière, il a été multiplié par 3,1 dans le NPDC ; si le taux de chômage est de 6 % dans l'ensemble du pays, il atteint 8,1 % dans notre région. Un demandeur d'emploi sur deux est un jeune. Mais 45 % des jeunes nordistes - contre 25 % pour la France entière - n'ont aucune qualification professionnelle ;

et cependant la région était sans doute la première sur le plan de l'enseignement technique. Quant au secteur tertiaire, le NPDC est particulièrement sous-administré. S'il a remplacé quelques emplois perdus dans l'industrie, il n'est pas venu au secours d'une région dont l'industrie sombre. C'est un fait incontestable : le NPDC est le parent pauvre de l'administration française : notre région ne compte que 178 salariés du tertiaire pour mille. Le Rhône en compte 230 ; la Provence Côte d'Azur, 255. En d'autres termes, il manque au NPDC 12 000 fonctionnaires ! Mais la France ne vient quère à l'appui de notre région. En effet, il est peu d'exemple de réussite sur le marché extérieur quand le marché intérieur s'approvisionne dehors.

Mais pourquoi faire si peu pour cette région ? Car, si l'on pouvait dire en 1971 sur le ton de la boutade que le Nord était une colonie française, on constate aujourd'hui que la situation de notre région est véritablement coloniale : 60 % des emplois de la région dépendant de l'extérieur et 60 % des investissements sont aussi décidés à l'extérieur du NPDC.

Il faut pourtant que le Nord vive. C'est pourquoi l'imagination créatrice des gens du Nord a réussi coûte que coûte à maintenir un sursis dans le déclin industriel de leur région. Car les solutions existent. A preuve les interventions exemplaires des collectivités locales. C'est l'autoroute Lille-Valenciennes, c'est le métro lillois, c'est la rocade minière, ce sont encore les équipements sanitaires - le centre de gérontologie de Liévin en témoigne - l'effort considérable entrepris en matière de logement social et de rénovation urbaine dont la tête de pont est le quartier de l'Alma gare à Roubaix, la reconversion et l'utilisation des friches industrielles - l'usine Le Blan abrite ainsi désormais à Lille des logements sociaux, une église, une bibliothèque, de l'artisanat et des commerces. La rénovation du carreau minier, sous l'impulsion de l'Association des Communes minières ou enfin la création par la région d'une Association qui gère l'Espace Naturel Régional : initiative fondamentale si l'on sait que le NPDC compte 90 % de citadins mais aussi 90 % de territoire rural...

Qu'est-ce à dire ? D'abord que nous avons les atouts pour le renouveau du NPDC. Le seul schéma de Transport Régional suffirait à la prouver. Et les collectivités locales iraient bien plus loin, leur action serait bien plus audacieuse et plus décisive si l'Etat allait plus loin sur la voie de la décentralisation. Que signifie aller plus loin ? Cela veut dire d'abord alléger les tutelles administratives et le contrôle financier. Et nous ^{ne} nions certes pas l'effort de décentralisation qui s'amorce aujourd'hui. Il vise peu à peu - et c'est ce que nous souhaitons - à accroître les responsabilités des collectivités locales par exemple par ^{des} dotations globales de fonctionnement, des dotations globales d'équipement et une globalisation des prêts aux collectivités locales.

Mais alors que cet effort d'allègement des tutelles se développe, on voit apparaître curieusement des formes mystérieuses de tutelle dont on ne comprend pas toujours très bien le sens et qu'on ne peut en tous cas maîtriser - pour exemple celle du TPG -.

Or, la décentralisation, c'est aussi et surtout la décrispation : accorder aux collectivités locales des ressources nécessaires pour leur permettre d'assurer de *nouvelles missions* qui correspondent aux aspirations nouvelles de la population.

Je reçois donc le Chef de l'Etat en espérant. Car, en ce domaine, il appartient au Président de la République de dire, dans cette région où les élus politiques mais aussi les responsables économiques, sociaux et culturels, ont pris très au sérieux le rôle des assemblées régionales, quel est son choix réel. Nos propositions sont claires, justes, concrètes et connues. Elles sont inscrites dans l'histoire du NPDC ; elles sont écrites au sang et à la sueur des hommes de cette région. Elles représentent l'autre choix pour le Nord : le choix des travailleurs du Nord, des Socialistes du Nord, de ceux qui ont construit le Nord. Bref, des hommes et des Femmes du NPDC.

7 OCT. 1980

Monsieur le Président de la République,

La République est ici chez elle, dans cet Hôtel de Ville qui est la maison commune de tous les Lillois.

C'est en leur nom que je vous accueille.

La République est le bien commun de tous les Français dans la diversité de leurs origines, de leurs croyances et de leurs opinions.

A LILLE, cette conviction républicaine a le poids de l'histoire, de l'expérience et du souvenir.

Elle trouve une singulière actualité à l'heure où le sanglant réveil des monstres assoupis menace les libertés et la démocratie dont nous sommes tous individuellement et collectivement comptables.

La Ville de Roger SALENGRO n'oublie pas qu'une République vigilante et forte est le premier rempart de la liberté contre les puissances de la mort, le racisme, la haine, le terrorisme et le fascisme.

Cette Région d'ouvriers, à la fois esclaves et maîtres de la révolution industrielle, ressent naturellement l'égalité comme le fondement de la justice sociale.

Sur cette terre d'accueil, une population fondue dans le creuset de la solidarité et du travail -Belges et Polonais, Italiens, Maghrebins, Espagnols et Portugais, Français d'Afrique du Nord, Chrétiens, Juifs et Musulmans- vit ici quotidiennement les exigences de la fraternité.

Oui, le Nord a une certaine idée de la République !

La légitimité des personnes qui l'incarnent, la validité des institutions qui la composent, il les reconnaît dans leurs capacités -chacune à leur place et dans leur rôle- de garantir l'ordre républicain, d'assurer à tous les Français- quels qu'ils soient, où qu'ils soient- l'exercice des droits que proclame sa devise : Liberté, Egalité, Fraternité ; à l'exclusion justement de ceux qui, bafouant ses principes, refusent la République.

Monsieur le Président de la République, visitant le Nord/Pas-de-Calais, vous avez tenu à être accueilli sous le Beffroi de la Capitale Régionale. Permettez-moi, en vous remerciant de cette intention, d'y voir d'abord, et tout simplement, l'expression normale du dialogue républicain.

Que les représentants des divers organes de la République, dans l'exercice normal de leur mandat, ne puissent se rencontrer sans qu'ici on cultive la tentation électorale ou que là, on soupçonne la compromission et le ralliement, voilà qui en dit assez sur l'état d'une démocratie.

Le dialogue républicain -dans le respect de l'unité nationale et conformément à notre constitution- c'est, et ce doit être bien plus encore, le débat, la confrontation, la négociation, la coopération quand elle est possible, la contestation si elle est nécessaire, entre un Président, un Gouvernement, un Parlement, des Communes et des Départements, "qui s'administrent librement par des Conseils élus".

Ce dialogue républicain, il s'étend aujourd'hui, en fait, aux institutions régionales que la Constitution n'avait pas prévues.

La reconnaissance des Etablissements Publics Régionaux comme interlocuteurs valables, quotidiens -et obligés- des plus hautes instances de l'Etat rend urgente la nécessité de donner aux Régions le statut de plein exercice de collectivités territoriales de la République.

Avec un véritable pouvoir régional, le Nord/Pas-de-Calais pourrait affirmer avec plus d'efficacité encore son traditionnel attachement aux responsabilités locales et aux libertés communales.

En 1680, Louis XIV fit un grand voyage qui le mena notamment à DUNKERQUE et à LILLE. Le Conseil Municipal de LILLE, qu'on appelait le Magistrat, l'accueillit avec déférence. Au roi, il demanda aussitôt de renouveler le serment fait treize ans auparavant lorsque LILLE conquise était devenue Française : la garantie "des chartes et privilèges de la Ville", c'est-à-dire des libertés communales et la promesse de ne pas lever de nouveaux impôts.

Le roi jura et signa. Et toute l'histoire fiscale des Flandres ne fut dès lors que celle des inventions et des expédients du monarque pour faire payer par les villes le train de vie de l'Etat Central...

Mais la grande innovation administrative, et politique, de Louis XIV fut de nommer à la tête des provinces conquises, comme de toutes les autres, un puissant représentant du Pouvoir Central : l'Intendant de Justice, Police et Finance. De la Monarchie à la République, la fonction sinon le titre, n'a pas connu d'éclipse...

.../...

A travers Empires, Duchés, Royaumes et Républiques, l'Etat a connu ici des formes variables. Les Beffrois des Flandres et d'Artois, Monsieur le Président, symbolisent depuis près de mille ans, tout à la fois les libertés communales, la solidarité, et la protection quand les guerres, les famines, les crises, les épidémies ramenaient la ruine, la misère et la délinquance, quand manquaient le pain et le travail.

Aujourd'hui comme toujours, les villes redeviennent le dernier recours de ceux qui n'ont plus rien.

LILLE compte aujourd'hui 8000 chômeurs. La Municipalité et le Bureau d'Aide Sociale vont venir en aide à 2000 d'entre eux qui ne percevront bientôt plus la moindre indemnité.

Depuis le Conseil des Ministres de LILLE en 1976, le nombre de chômeurs a doublé dans la Région.

Ils sont 130 000 dans le Nord/Pas-de-Calais. Mais ils sont 1 million et demi dans tout le pays qui se demandent si le Gouvernement de la France a encore une ambition industrielle, sans laquelle le développement du tertiaire n'est qu'illusion ou imprudence.

Le Nord/Pas-de-Calais, du fait de sa spécialisation ancienne, de ses structures industrielles vieillies, est plus touché que d'autres Régions. Mais le problème qui est posé ici avec plus d'ampleur qu'ailleurs, celui de l'industrie, celui de la recherche c'est un problème national, c'est un problème de volonté nationale.

Le Nord est la salle des machines de la France. Les françaises et les français comprennent bien que quand je plaide pour le Nord, je plaide pour la France. La France perd ici chaque jour sa puissance industrielle, ses chances dans la compétition internationale. Et les prévisions officielles nous disent que demain ce sera aujourd'hui... en pire !

Non, Monsieur le Président, les gens du Nord n'acceptent pas l'abandon et le déclin. Parce qu'ils savent, et les français avec eux, que l'abandon et le déclin du Nord/Pas-de-Calais, c'est la fin de l'ambition française.

Les nordistes ont suffisamment de force et de confiance en eux-mêmes pour affronter l'avenir et, s'il le faut, forcer le destin :

A l'initiative du Conseil Régional, des Communes, des Associations, un fantastique essor culturel transforme la Région.

Il lui fait du même mouvement reconquérir son histoire et préparer son avenir. Ce n'est pas autre chose que l'expression de la confiance en soi, de la volonté de vivre du Nord/Pas-de-Calais.

Les nordistes ne demandent pas à devenir les assistés de la France. Le Nord/Pas-de-Calais ne demande pas à devenir seulement le Musée vivant de son ancienne puissance.

Notre ambition dépasse la simple volonté de prolonger le passé. Nous savons que nous pouvons encore apporter à notre pays les ressources de notre imagination, de notre travail, de notre courage.

Qu'on ne nous demande pas de renoncer à ce que nous sommes, ce que la géographie, l'histoire et l'économie ont fait de nous :

- . une Région européenne
- . la Région de l'industrie
- . la Région du socialisme
- . la Région de la Liberté

Au coeur de l'Europe, le Nord/Pas-de-Calais a d'évidence sa carte à jouer. Mais l'évidence européenne signifie pour l'avenir de notre Région autant d'atouts que de fragilités, autant de chances que de risques, autant d'espoirs que de menaces.

Je dis, au nom de cette Région toute entière, qu'elle ne saura accepter que l'ouverture européenne soit un jeu de hasard dont elle ne pourra contrôler ni les règles ni le déroulement et dont elle devrait accepter les conséquences fussent-elles la faillite et le chômage.

Dans l'état actuel des pouvoirs de la république, c'est au gouvernement qu'il appartient de garantir notre destin dans l'espace européen qui est inévitablement le nôtre.

L'Europe ici commence de l'autre côté de la rue. C'est une dimension essentielle du passé et du devenir de notre Région que cette double appartenance à la nation française et au pôle industriel et urbain de l'Europe du Nord-Ouest.

Car l'industrie a fait le Nord/Pas-de-Calais. Avec des Flamands, des Picards, des Hennuyers, elle a fabriqué un homme nouveau pour qui le travail industriel est un métier, un mode de vie, une culture, un destin.

Chaque jour, ils sont ainsi 600 000 -la moitié des travailleurs du Nord/Pas-de-Calais- à vivre dans les ateliers, les fabriques, les usines, dans la solidarité de la condition ouvrière.

C'est l'industrie qui a fait le socialisme. C'est ici, dans le formidable bouleversement et l'incroyable exploitation des premiers temps du capitalisme que la classe ouvrière s'est reconnue et unie.

C'est ici qu'elle a mené ses premiers combats et forgé ses premières armes : les syndicats et les partis politiques.

C'est ici, dans ce quartier Saint-Sauveur, que fût composé et chanté pour la première fois cet hymne d'espérance et de fraternité, "l'Internationale" qui fit le tour du monde.

C'est ici, au pied de cet Hôtel de Ville, qu'est né le socialisme français.

Au-delà du choix politique, le socialisme est pour le Nord/Pas-de-Calais le fruit de notre histoire et la dimension de notre espérance.

Cette terre de traditions morales, d'ordre et de discipline a toujours été le creuset des idées nouvelles, des combats de l'avenir et du progrès social. Ces hommes d'ordre et de discipline peuvent se transformer en révoltés qui font l'histoire.

Retrouvant sa ville natale à la Libération, le Général DE GAULLE écrivait dans ses Mémoires de Guerre : "Le sentiment et la réflexion m'avaient d'avance convaincu que la libération du pays devrait être accompagnée d'une profonde transformation sociale. Mais à LILLE, j'en discernai imprimée sur les traits des gens, l'absolue nécessité. Ou bien, il serait procédé d'office et rapidement à un changement notable de la condition ouvrière et à des coupes sombres dans les privilèges de l'argent, ou bien la masse souffrante et amère des travailleurs glisserait à des bouleversements où la France risquerait ce qu'il lui restait de substance".

On trouve dans ces phrases ce qui créa entre le Général DE GAULLE et le peuple du Nord tout à la fois l'entente et le malentendu.

Car la justice sociale qui pour l'un était d'abord un moyen au service de la grandeur de la patrie, était et demeure pour les autres une dimension inséparable de la liberté. Ce peuple d'ouvriers a appris dans l'effort et la misère la passion impérative de la justice et de la solidarité.

Pour nous la justice sociales n'est pas la conséquence ou le résidu de la croissance économique. Elle est tout au contraire la condition et le critère d'un développement économique équilibré.

Mais le Nord, c'est aussi l'histoire de France ramassée au fil de ses frontières, inscrite au long de ses citadelles : bastion industriel convoité, plaine ouverte au coeur de l'Europe, exposée à tous les vents et tempêtes de l'histoire, le Nord/Pas-de-Calais a payé un lourd tribut de souffrances, de morts et de destructions.

Il sait bien qu'il n'est pour un peuple de grandeur que dans la Liberté, de nation que dans l'indépendance, de paix réelle que dans la coopération. Il n'a jamais manqué à l'appel de la Liberté.

La présence ici d'Augustin LAURENT, Maire Honoraire de LILLE, Président du Comité Départemental de Libération, qui proclama le 2 septembre 1944, la Libération de sa Ville, de Maurice SCHUMANN, porte-parole de la France libre, témoigne de ce que l'histoire du Nord est aussi celle des irréductibles de la liberté qui, dès les premiers combats de la première république ont symbolisé la fierté et le courage :

.../...

Le Maire ANDRE, en 1792, refusant par fidélité à la Nation de rendre la ville assiégée ; FAIDHERBE, le Lillois, répondant avec l'armée du Nord à l'appel de GAMBETTA ; Léo LAGRANGE, Député du Nord, tué au combat en juin 1940 ; les résistants anonymes ou célèbres des deux guerres mondiales, Louis de BETTIGNIES, le Jeune TRULIN, Jean LEBAS, et les 1200 déportés du train de LOOS dont 130 seulement revinrent.

Oui, le peuple du Nord aime la Liberté autant que la Justice. Car pour lui, l'indépendance et la grandeur de la patrie, l'unité nationale ne peuvent être fondés et garantis que par une société de justice.

Ainsi, le peuple du Nord a-t-il son idée de la France.

Il la veut grande -et il a toujours travaillé à sa grandeur.

Il la veut libre -et il a toujours combattu pour sa liberté.

Mais il la veut tout autant juste et fraternelle avec ténacité, avec passion.

Monsieur le Président, quatre millions de nordistes, conscients de ce qu'ils ont donné à la France, de ce que leur doit la communauté nationale, de ce qu'ils peuvent pour l'avenir de leur Région et de leur pays, partagent cette ambition et cette espérance.

Monsieur le Président de la République,

Nous travaillons habituellement dans cette salle. C'est ici que nous avons débattu de nos dossiers, défini nos priorités, pris nos résolutions. Ici, nous n'avons jamais désespéré de la Région. Mieux, à mesure des difficultés qui se sont accumulées, nous avons affirmé notre ambition et notre détermination de consolider le Nord/Pas-de-Calais d'hier et de préparer aujourd'hui le Nord/Pas-de-Calais de demain. Cet autre Nord/Pas-de-Calais indispensable pour nous-mêmes, mais aussi pour la France si elle veut garder son rang de nation industrielle.

Ici, a toujours prévalu la plus haute idée de l'institution régionale. Et je veux rendre hommage à tous ceux et à toutes celles qui ont su y voir une occasion supplémentaire d'élargir et de renforcer leur action pour leur Région. C'est vrai des membres du Conseil Régional, c'est vrai des membres du Comité Economique et Social, c'est vrai de vous-même, Monsieur le Préfet.

Monsieur le Président, le cadre dans lequel nous enferme la loi de 1972 est trop étroit pour les ambitions que mes collègues et moi-même avons pour le Nord/Pas-de-Calais. Et si ce cadre a pu être élargi -si peu- après la réunion tenue ici même il y a cinq ans par les Présidents des Conseils Régionaux, il faut bien dire qu'aux insuffisances de la loi, s'ajoutent, et c'est nouveau pour nous, des contrôles tatillons plus propres à engendrer la paralysie qu'à mobiliser les énergies.

Nous avons la présomption de penser qu'il n'est nul besoin qu'on nous tienne sans cesse la main. C'est dans le développement d'engagements contractuels avec l'Etat que nous voulons nous montrer soucieux de l'unité de la Nation et respectueux de la légalité républicaine. D'autant que cette histoire régionale n'est pas nouvelle. Elle a déjà été écrite dans les tous premiers siècles du millénaire qui s'achève, dans les chartes des villes qui se virent reconnaître leurs droits et leurs franchises, en même temps que leurs devoirs et leurs responsabilités.

Mais si j'évoque ce passé, ce n'est que pour mieux rappeler la naissance du Nord/Pas-de-Calais d'aujourd'hui.

Quand au siècle dernier,
ce creusèrent les puits de mines,
s'allumèrent les hauts fourneaux,
sifflèrent les machines à vapeur actionnant métiers à tisser et à filer,
forges, trains, tours, minoteries, sucreries et bientôt centrales électriques,
quand dans le même temps, affluaient les hommes, les femmes, les
enfants qui allaient connaître misères et souffrances pour faire la force industrielle de la France.

Monsieur le Président, vous avez bien voulu rendre publiquement à ces travailleurs l'hommage que le pays leur doit. C'était il y a quatre ans, alors que s'annonçaient de nouvelles menaces. En deux ans, depuis 1974, le chômage venait de doubler. La conversion industrielle engagée, 7 années auparavant, avait été insuffisante dans son ampleur et son rythme. Elle ne compensait pas les fragilités structurelles d'une économie devenue faible d'avoir été forte. Et depuis, je veux dire depuis 1976, le chômage a de nouveau doublé.

Certe, nous nous réjouissons des 60 000 emplois industriels dont la création est intervenue depuis 1967 avec l'aide de l'Etat. Mais nous constatons en cette fin d'année 1980, qu'il y a 80 000 emplois industriels en moins qu'au début 1974. Cette évolution dessine pour notre Région un destin que nous n'acceptons pas.

Nous n'acceptons pas que l'industrie puisse s'en aller aussi sauvagement qu'elle est venue, laissant ici des usines fantômes et des familles de chômeurs plongées dans l'angoisse.

Nous n'acceptons pas l'idée que le chômage soit une nécessité pour la bonne santé d'un pays, pas plus que nous n'acceptons l'idée que la France puisse être forte de la faiblesse de l'une de ses régions.

Nous n'acceptons pas que les mutations techniques et économiques soient imposées sans considération pour l'équilibre local et régional de l'emploi.

Nous n'acceptons pas qu'on attende que les investissements se présentent, ni qu'on se résigne à ce qu'ils ne se présentent pas.

Nous voulons pour le Nord/Pas-de-Calais et pour la France, une politique industrielle qui se donne d'autres objectifs que de renforcer la compétitivité à l'exportation des entreprises qui sont déjà les plus fortes.

Pour nous, l'industrie a pour première mission de produire les richesses qu'on peut ensuite répartir, et d'abord en procurant des emplois en nombre suffisant. Nous avons reconnu la nécessité d'ouvrir nos frontières dans l'ensemble européen, et de nouer des échanges avec les pays en voie de développement. Mais nous n'acceptons pas que cela se fasse au prix de notre propre disparition dans des domaines industriels essentiels.

Nous connaissons, bien sûr, dans le Nord/Pas-de-Calais, les contraintes de la production industrielle.

Et c'est en pleine responsabilité que nous refusons ce schéma absurde qui voudrait que permettre à chacun de travailler serait finalement plus coûteux pour la collectivité nationale que d'accepter deux millions ou deux millions et demi de chômeurs. Nous savons qu'il arrive qu'une production n'ait plus de débouchés. Mais nous savons aussi qu'il y a des secteurs où la production est insuffisante, ou mal adaptée, et qu'il convient alors de procéder aux ajustements nécessaires pour maintenir l'emploi.

Certes, cela exige des mesures dont certaines seront contraignantes. Mais pourquoi le gouvernement répugnerait-il à y recourir ? Il a bien su prendre la mesure -autoritaire s'il en fut !- de fermer les hauts fourneaux et l'aciérie de Denain. Il faudra bien, du moins l'espérons-nous, faire preuve de la même autorité pour mettre en oeuvre des mesures en faveur de l'emploi.

La Région a fait avec la S.N.C.F. après une négociation fructueuse placée sous l'autorité de Monsieur le Premier Ministre, le Transport Collectif Régional. Des millions d'heures de temps libre retrouvées par les usagers, des centaines de milliers d'heures de travail pour nos usines de matériel roulant. Pourquoi faut-il que cet exemple demeure unique en son genre, alors que d'autres régions veulent s'y engager, et au moment où les entreprises de matériel roulant vont manquer de commandes ?

La Région a engagé, en accord avec Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Cadre de Vie, un programme Habitat-Bâtiment qui permettra en 3 ans la rénovation ou la construction de 30 000 logements, le maintien de milliers d'emplois dans les entreprises de bâtiment et leur formation à des techniques nouvelles. Pourquoi faut-il aujourd'hui qu'on nous dise que l'emprunt de 200 millions nécessaire à la réalisation de ce programme viendrait en déduction des capacités d'emprunt des collectivités locales de la Région ? Et pourquoi l'Etat ne peut-il garantir sa participation sur la totalité du programme.

La Région a engagé un fantastique renouveau culturel, en accord avec le Ministère de la Culture, avec l'Orchestre Régional et les Centres Dramatiques, puis avec l'Opéra du Nord. Mais pourquoi faut-il que l'Etat tarde à s'engager durablement, prenant le risque d'en paralyser le développement ?

Nous avons mobilisé des crédits importants, plus de 40 millions de Francs, pour aider la recherche dans la Région, et les résultats de cet effort sont dès maintenant suffisamment probants pour que le Conseil Régional, et le soutien du Comité Economique et Social lui est acquis pour cette politique comme il l'a été pour les politiques évoquées plus haut, soit disposé à prolonger et à amplifier son effort. Quel volonté de l'Etat allons-nous rencontrer pour faire du Nord/Pas-de-Calais le 3ème pôle de la recherche française, après PARIS et RHONE-ALPES, dans des disciplines aussi nouvelles que le génie bio-médical, la toxicologie, l'informatique et la télématique, les transport l'agro-alimentaire... ?

Monsieur le Président, j'ai pris l'initiative de vous faire remettre un dossier. J'aurais pu le qualifier de mémoire car les engagements que nous attendons de l'Etat sont connus et ont été répétés à maintes reprises.

En 1974, à la suite de ce que disaient déjà les élus de la Région, le Conseil Régional a demandé qu'on renonce à fermer les puits de mines, qu'on prolonge l'exploitation, qu'on engage un programme de recherches en matière de gazéification et de techniques de traitement du charbon. Et qui peut imaginer avec DUNKERQUE, premier port français pour les pondéreux, avec le canal à grand gabarit, que le commerce du charbon en France puisse avoir d'autres bases que le Nord/Pas-de-Calais ?

Dès 1974, nous avons appuyé la réalisation du vapo-craqueur et affirmé notre volonté que l'éthylène et les autres produits de craquage soient traités dans le bassin minier. Pourquoi ne pas prendre immédiatement la décision de faire les investissements nécessaires aux transports de ces produits, la Région ayant envisagé d'y participer. L'éthylène doit être le point de départ de la mutation de notre industrie chimique.

Et si c'est en 1980 que nous avons voté une résolution sur le textile pour demander un plan d'ensemble du textile français et pour souligner la nécessité de mieux réglementer le commerce international, cette résolution ne faisait que rassembler des positions déjà prises, dans une séance du Conseil Régional consacrée à l'industrie et aux villes textiles, séance tenue à Roubaix et à Tourcoing. Tout comme en juin dernier, nous étions à Saint-Omer pour traiter de l'agriculture, du développement rural et des industries agro-alimentaires. Comme nous serons à Boulogne, la semaine prochaine pour traiter de l'ensemble du littoral, et donc de la pêche et de l'industrie du froid. Comme ensuite, nous serons à Lens pour le charbon et la renovation du bassin minier. Comment enfin, nous serons à Fourmies pour examiner les difficultés innombrables qui s'accumulent sur notre sud, le Cambrésis, l'Avesnois et la Sambre.

Et je voudrais aussi vous parler du tertiaire. Certes, il n'est pas la panacée, s'il n'est pas ancré dans un développement industriel affirmé. Mais compte-tenu de l'ampleur du chômage que nous connaissons, et du retard qui est celui de la Région, c'est 25000 emplois publics qu'il dépend du Gouvernement de créer. 25000 emplois, c'est-à-dire le handicap, d'un peu plus de deux points, de notre taux de chômage par rapport au taux national.

Monsieur le Président, nos propositions sont connues. Elles témoignent de notre volonté de tout faire, de tout tenter pour faire naître un autre Nord/Pas-de-Calais qui résultera du maintien et de la rénovation de nos industries anciennes et de la création d'industries de pointe et du tertiaire.

Monsieur le Président, il faut tout de suite marquer des points contre le chômage, il faut sans délai, conforter les politiques et en engager de nouvelles qui confirmeront notre vocation industrielle. Je vous exprime ainsi la volonté des élus du Nord/Pas-de-Calais. Je me fais l'interprète des hommes et des femmes de cette Région qui attendent du Gouvernement la traduction dans les faits de la volonté nationale exprimée par vous-même dans ces lieux en 1976.

A dire vrai, nous regrettons de ne pas pouvoir faire plus mais les prudenances de la loi de 1972 nous enserrent. Pourquoi le 8ème Plan ne servirait-il pas de cadre pour définir entre l'Etat et un certain nombre de régions parmi lesquelles nous souhaitons figurer, de nouveaux rapports fondés sur une conception étendue de l'intérêt régional ?

Il nous arrive aussi de rêver au 3ème millénaire, mais ici dans le Nord/Pas-de-Calais il nous faut d'abord prendre en compte la situation telle qu'elle nous est faite et l'importance des 20 années qui nous séparent de la fin de ce siècle. La Région attend des décisions, leur mise en oeuvre doit être immédiate, car pour 130 000 chômeurs, pour près de 1 million et demi de travailleurs, pour deux millions de jeunes, pour quatre millions d'habitants dans le Nord/Pas-de-Calais, l'avenir se décide aujourd'hui.